



Revue de Presse

Le Côte d'Opale, nouveau ferry de DFDS. En 2018, DFDS a commandé un nouveau ferry. Selon Nord Littoral, ce dernier devrait être baptisé le Côte d'Opale. Il transportera 3100 mètres de cargaison et 1000 passagers. Construit en Chine, il devrait être livré en 2021. (Nord Littoral – 02/06/2019)

Verdissement du transport fluvial : le secteur passe à la vitesse supérieure. Le tourisme fluvial et le fret empruntant cette voie d'eau ne font pas que se saluer entre deux écluses : leur point commun est d'enclencher leur transition énergétique. Nouvelles motorisations dont la propulsion hydrogène, potentiel du fleuve pour transporter des déchets ou approvisionner des chantiers et ainsi alléger le bilan carbone des collectivités... le 29 mai, la grande famille du fluvial s'est réunie pour en parler à l'invitation de Voies navigables de France. Elle s'apprête à signer son engagement pour la croissance verte et se soude autour d'une interprofession nationale. (Banque des Territoires.fr – 03/06/2019) <https://bit.ly/2R0zzdE>



Projets numériques et robotique en logistique : l'Ademe lance un appel. À travers son appel à projet de recherche, l'Ademe veut soutenir la transition écologique du secteur transport et logistique, en favorisant une meilleure utilisation des flux de données, ainsi que la complémentarité homme-machine. Robots et blockchain. L'Ademe a lancé un Appel à projets de recherche intitulé « Robotisation et numérique dans le secteur logistique » destiné à contribuer à la transition écologique du secteur. Il s'agit de soutenir des projets « à maturité avancée » qui apportent une « frugalité » en termes d'impact environnemental dans des activités telles que le tri de la marchandise en réception, le stockage, la préparation de commandes, le conditionnement, l'inventaire ainsi que le déplacement des conteneurs en zone portuaire et la livraison en ville. (Actu-Transport-Logistique.fr – 03/06/2019)

Le port de Dunkerque va récompenser les navires « propres ». Engagé dans une politique de réduction d'émissions de CO₂, le port de Dunkerque invite les compagnies et affréteurs à adhérer à la démarche ESI (Index Environnemental des Navires) initiée par l'IAPH (International Association of Ports and Harbors) dont le principe est d'attribuer un score aux navires sur la base de leurs émissions atmosphériques. Les armateurs, dont les navires sont les mieux notés, toucheront en fin d'année une prime au prorata du nombre de navires. (Le Journal des Entreprises.com – 03/06/2019)

Le port agite un hochet financier pour des navires moins polluants. Pour améliorer la qualité de l'air, le Grand Port maritime de Dunkerque (GMPD) doit recevoir des navires de moins en moins polluants. Pour encourager les armateurs et les affréteurs à faire appel aux bateaux les moins émetteurs de rejets, le GMPD met en place une incitation financière. Cette année, il a dégagé 100 000 € pour récompenser les armateurs dont les navires polluent le moins. ArcelorMittal, Aluminium Dunkerque et DFDS se sont déjà engagés avec le port ; CMA-CGE les rejoindra bientôt. D'autres actions environnementales sont menées par le GMPD (développement du GNL et de l'hydrogène, électrification à quai...). (La Voix du Nord – 06/06/2019)

Huit associations écologistes ciblent le transport routier. France Nature Environnement, le Réseau Action Climat et d'autres organisations de défense de l'environnement ont, le 3 juin, adressé au Président de la République une lettre ouverte par laquelle elles lui demandent de prendre des mesures coercitives contre le transport routier, principalement de marchandises, qui aurait, selon elles, « un impact grave sur la santé des Français ». Et elles en appellent à la mise en place d'une fiscalité liée à « la dégradation de nos routes ». (Actu-Transport-Logistique.fr – 05/06/2019)

Audo Express mise sur la livraison du dernier kilomètre. Fondée il y a trente ans par Reynald Defrancq, la PME familiale Audo Express (130 salariés, 8 M€ C.A. en 2018) est devenue l'une des plus importantes sociétés régionales de livraison par véhicules légers. Son activité est structurée autour de trois filiales : Audo Express pour la livraison historique de petits colis (60 % du CA) ; Audo Logistique pour la livraison de meubles par poids lourds (30 % du CA) ; Audo Reflex pour la livraison de pièces automobiles (20 % du CA). L'entreprise, qui ne cesse de croître, vient d'investir 2 M€ pour agrandir ses locaux de Saint-Omer et ainsi répondre à la demande, notamment sur la livraison de meubles. Pour répondre à de nouveaux clients, le dirigeant envisage de nouvelles solutions, comme la mise en place d'une équipe de nuit. (Le Journal des Entreprises.com – 05/06/2019)



Le spécialiste de l'inventaire Fairson rachète Novastock. La société Fairson Inventaire (60 salariés, 4,8 M€ C.A.), spécialisée dans l'externalisation d'inventaires à Challans (Vendée), vient d'acquiescer de la filiale française de Novastock (29 salariés, 3 M€ C.A.), basée à Marcq-en-Baroeul. Cette dernière travaille dans le même domaine. Ce rachat permet à Fairson Inventaire de passer de 10 000 inventaires, dont 1 050 à l'étranger en 2018, à 13 000 inventaires par an. (Le Journal des Entreprises.com – 07/06/2019)

L'écluse du Grand-Carré en chantier, et seize kilomètres d'animations fluviales cet été. Les travaux de modernisation de l'écluse du Grand-Carré à Lille conduiront à l'arrêt de toute navigation fluviale entre Don et Lille-Lambersart, du 17 juin au 14 juillet. L'objectif de ce chantier, qui coûtera 7 M€ et durera neuf mois, est de développer le transport fluvial. Mais, les Voies navigables de France (VNF) vont profiter de ces 27 jours d'arrêt pour y organiser des festivités. Localisé à proximité de la Citadelle, cet ouvrage, mis en service en 1978, assure en moyenne le passage de 35 bateaux par jour. (La Voix du Nord – 07/06/2019)

Roumillac, président de ManpowerGroup France. (Supply Chain Magazine – 11/06/2019)

Sfan va investir 60 millions d'euros dans la logistique sur le port de Dunkerque. Le promoteur immobilier parisien Société Foncière Axe Nord (SFAN) va investir 60 M€ dans la création d'un programme logistique dédié à l'agroalimentaire sur le port de Dunkerque. Dans un premier temps, un entrepôt standard de 42 000 m² sera construit sur la nouvelle zone Dunkerque logistique internationale. Sur la zone du Port Rapide, SFAN développe un projet innovant d'entrepôt sous température dirigée en froid négatif, totalement automatisé de 66 000 palettes, de grande hauteur (43 mètres), dit transstockeur. (Le Journal des Entreprises.com – 12/06/2019)

Le projet de nouvel entrepôt logistique à Beaumont n'a pas que des supporters. A la croisée des autoroutes A1 et A21, l'agglomération d'Hénin-Carvin continue d'attirer les entreprises du secteur de la logistique. Parcolog envisage ainsi de créer un nouvel entrepôt à l'entrée du village de Beaumont, juste à côté de celui déjà existant, en bordure de la route départementale 40E1. L'an passé, ce même opérateur avait déjà construit une plateforme de 22 000 m² à Rouvrois. Cette fois, le projet prévoit 83 265 m² d'entrepôts et de bureaux, qui permettront de stocker 158 000 palettes, soit 79 000 tonnes de marchandises. Une enquête publique est en cours (du 3 juin au 5 juillet). (La Voix du Nord – 12/06/2019)

La croissance du trafic d'Eurotunnel en berne. Pour la seconde fois consécutive, Eurotunnel publie des chiffres de trafic qui montrent une nette baisse par rapport à la même période l'an passé. Le trafic camions de mai 2019 a perdu 11 % par rapport à celui de mai 2018, et le trafic passager a baissé de 7 % pour retomber à 213 613 véhicules transportés. Selon l'opérateur, le retard dans le processus du Brexit, les incertitudes politiques en Grande-Bretagne et le déstockage des entreprises, qui avaient accumulé des marchandises début 2019 en prévision d'un Brexit le 29 mars, seraient les raisons de cette baisse. (Nord Littoral – 13/06/2019)

Dunkerque, hub logistique de Boulogne. En 2018, 30 000 tonnes ont été importées et exportées depuis le grand port maritime de Dunkerque. Pour Stéphane Raison, président du directoire de Dunkerque-Port, le site est devenu progressivement « le hub logistique du port de Boulogne pour les produits halieutiques ». La suppression de la taxe parafiscale à 0,27% depuis le 1 janvier 2019 a contribué au développement des flux. De nouvelles liaisons devraient se mettre en place prochainement pour les produits de la mer. (Le Marin – 13/06/2019)

Log'S intensifie sa formation interne pour ses besoins massifs de recrutement. D'ici 2022, le



I-Trans élit un nouveau président.

I-Trans, pôle de compétitivité des transports, de la mobilité et de la logistique, a élu le 23 mai son nouveau président, Bernard Schaer, ingénieur du corps des ponts et chaussées (X73), pour un mandat de

trois ans. Ex-membre du Comex de SNCF Réseau, il continuera de développer le pôle de compétitivité basé à Valenciennes et traitant des thématiques du ferroviaire, de l'automobile, de la mobilité et du fret, dans la droite ligne du rapprochement avec l'IRT Railenium, institut de recherche dédié au ferroviaire. (Stratégies Logistique – 07/06/2019)

Forte hausse des intentions d'embauche dans le transport et la logistique. D'après le dernier baromètre sur les perspectives d'emploi sur le 3^{ème} trimestre réalisé par ManpowerGroup, c'est dans le secteur du transport et de la logistique que les intentions d'embauche progressent le plus sur le 3^{ème} trimestre 2019 en France. Par rapport à la période précédente, elles enregistrent un gain de 11 points (+7 points par rapport au 3^{ème} trimestre 2018). Entre début juillet et fin septembre, la perspective nette d'emploi du secteur s'établit ainsi +3 %, contre +5 % pour l'ensemble des secteurs (industrie manufacturière, commerce, services aux entreprises...). « Les chefs d'entreprises adoptent une attitude mesurée dans un contexte où la France conserve un rythme de croissance correct, mais qui risque de pâtir du ralentissement des autres pays, Allemagne et Chine en tête », souligne Alain



groupe familial Log'S prévoit recruter quelque 1 500 collaborateurs supplémentaires pour faire face au démarrage de sites qu'il prévoit d'ouvrir pour ses clients, principalement dans les Hauts-de-France. Comment embaucher aussi massivement dans un contexte de pénurie de main d'œuvre en logistique sur certaines zones d'activités ? L'une des réponses du 3PL est de développer la formation interne clés en main. Il a mis en place sa première formation dans ses locaux, avec l'aide du dispositif Proch'Emploi créé par la Région des Hauts-de-France. Le cursus compte 400 heures de formation aux problématiques spécifiques de chacun des sites logistiques et à la prise en main des logiciels WMS. Il y a deux semaines, 19 nouvelles recrues de cette première session (qui habitent dans un rayon de 30 km) ont signé un CDI pour travailler sur le site de Lauwin-Planque qui accueille un nouveau client, le spécialiste de l'équipement extérieur Alice's Garden. « Cette 1^{ère} formation interne est une grande réussite. Elle nous permet d'accueillir de nouveaux collaborateurs formés aux valeurs du groupe mais aussi à tous nos sites ce qui les rend polyvalents et leur garantit du travail toute l'année en fonction des besoins de nos clients » a déclaré Franck Grimonprez, le dirigeant de Log's. Le logisticien va réitérer ce type d'actions pour son nouveau site de Sailly-lez-Cambrai (54 000 m²), dont l'activité a démarré la semaine dernière sur une partie de l'entrepôt, pour Royal Canin (une cinquantaine de personnes), et qui devrait recruter encore par la suite 50 collaborateurs pour d'autres dossiers. Log's prévoit par ailleurs à terme de créer sa « Log'School ». Les prochaines ouvertures de sites concerneront notamment Maubeuge (24 000 m², 100 embauches), Louvres (28 000 m², 150 embauches), Wattrelos (36 000 m² + 96 000 m², 400 embauches en deux phases en 2020 et 2021), Denain (50 000 m² + 50 000 m², 350 embauches en deux phases en 2020 et 2021). (Supply Chain Magazine – 14/06/2019)

Jean-Claude Charlo « DFDS est à l'équilibre sur Calais-Douvres ». Entretien de Jean-Claude Charlo, directeur général de DFDS France, qui témoigne sur l'évolution du marché et la concurrence sur le détroit, le futur navire « Le Côte d'Opale », l'écologie ou les perspectives d'embauche... La compagnie a ainsi transporté 1,220 million de tonnes de marchandises en 2018 dont 624 000 à Calais et 696 000 à Dunkerque. Malgré un marché atone, le trafic de DFDS est en progression sur Calais. Aujourd'hui, la compagnie emploie environ 1 000 personnes dont 850 navigants en France et 600 personnes à Calais, dont une bonne partie d'ex-SeaFrance. (Nord Littoral – 17/06/2019)

Arc a vendu d'immenses entrepôts de stockage pour deux millions d'euros. L'entreprise Arc se sépare de ses entrepôts situés dans le haut de la ville d'Arques dont elle n'a plus besoin car elle stocke

moins de marchandises. Le produit de cette vente est de 2 M€. Ces bâtiments ont été achetés par la famille Levisse, qui est à la tête du groupe Lebrun, installé à deux pas, spécialisé dans la distribution d'articles relatifs à l'univers de la table. Une société spécialisée dans la logistique va être créée. Evidemment, elle travaillera au service du groupe Lebrun, qui avait besoin d'étendre ses capacités de stockage. Mais la famille Levisse entend également travailler pour d'autres sociétés. (La Voix du Nord – 17/06/2019)

Le vosgien Groupe Mauffrey rachète le transporteur dunkerquois Groupe VLB. Le vosgien Groupe Mauffrey (31 filiales réparties sur 38 sites en France et en Europe), spécialisé dans le transport et la logistique, a racheté le Groupe VLB (250 salariés, dont 150 chauffeurs routiers), basé à Dunkerque. Dirigé par Thierry Valembrouck, le groupe VLB est spécialisé dans le transport de vrac. Son dirigeant souhaitait céder son entreprise. (Le Journal des Entreprises.com – 17/06/2019)

Les Hauts-de-France font appel à Airbus pour développer la livraison par drone à échelle régionale. La région Hauts-de-France et Airbus ont annoncé au salon du Bourget s'associer pour évaluer le potentiel de développement économique de la livraison par drone. L'objectif est de proposer un système opérationnel « à très court terme », afin de déployer de nouveaux modèles économiques et de créer des emplois. La livraison par drone dans les Hauts-de-France serait-elle pour bientôt ? Au salon du Bourget le 17 juin, Airbus et la région ont annoncé le début d'un partenariat « afin d'évaluer le potentiel de développement économique de la livraison par air à l'échelle régionale ». Cette démarche vise « un objectif opérationnel à très court terme », précisent-ils dans un communiqué. L'étude de faisabilité est menée conjointement par l'agence Hauts-de-France Innovation Développement (HDFID) et Airbus Defence and Space, à travers sa filiale spécialisée Survey Copter. D'une durée de six mois, elle devrait permettre « d'identifier les besoins des opérateurs économiques du territoire, les concepts et solutions techniques y répondant, tout en faisant un état actuel et prospectif de la réglementation en vigueur ». (L'Usine Nouvelle – 18/06/2019)

Bientôt des Cambrai-Paris par drone en moins de 40 minutes. La future plateforme logistique E-Valley de Cambrai, dont le chantier devrait débuter en septembre, disposera de pistes d'aviation d'où décolleront des drones. Ces appareils, propulsés à l'électrique, seront capables de transporter en urgence des charges allant de 300 kg à 1 tonne. C'est ce qui a été révélé lundi au salon de la défense du Bourget. Dans cette optique, un accord cadre d'association a été signé entre Survey Copter (filiale d'Airbus) et le conseil régional des Hauts-de-France, via son agence Hauts-de-France Innovation



Développement (HDFID). Celui-ci prévoit une étude d'évaluation du potentiel de développement économique de la livraison par drone pour 240 000 €. Si cette étude va durer deux ans, un premier test démonstrateur devrait néanmoins avoir lieu en octobre sur le site cambrésien. (La Voix du Nord – 19/06/2019)

Où en est-on des implantations dans la zone de l'Alouette ? Les grands travaux ont commencé dans la zone de l'Alouette à Liévin. Revue des projets entre ce qui est sorti de terre et ce qui va l'être bientôt. La SAS Cinquemani Iveco va déménager dans le courant du mois de juin pour prendre possession d'un bâtiment de 1 000 m² installé sur une parcelle d'un ha, avec une station de lavage. Les effectifs de l'atelier passeront de 7 à 10 personnes. Le chantier de la nouvelle plateforme de tri de Poste Immo va débuter d'ici un mois et demi. La mise en service est prévue au début 2020. Le Groupe Virtuo (logistique) a lancé la construction d'un 1er bâtiment de 18 000 m² qui devrait être livré en septembre 2019. Deux autres sortiront de terre au fil des ventes. On espère le recrutement de 180 à 230 personnes. Autre logisticien, Primelog avec son projet baptisé « Alouette 100 000 » (100 000 pour 100 000 m²), prévoit l'installation de 100 portes à quai et 10 autres portes de plain-pied. 500 à 1 100 emplois sont espérés. Le chantier pourrait débuter cette année pour une mise en service en 2020. (La Voix du Nord – 19/06/2019)

Le chantier de JJA est lui aussi énorme. Cette semaine, les travaux de la future plateforme logistique de la société JJA Easy logistique ont débuté sur la zone d'activités des Hauts-Plateaux de Flixecourt. Il s'agit de la phase 1 du projet qui, sur un terrain de 32 hectares, verra la construction d'un bâtiment de 15 mètres de haut, de 99 000 m² d'emprise au sol, et la création de 200 emplois. La phase 2 du projet devrait s'étendre sur 15 hectares supplémentaires, avec un autre bâtiment logistique, entre 48 000 et 60 000 m², de 45 mètres de haut, et une centaine d'emplois supplémentaires. Ce second bâtiment devrait être largement automatisé et robotisé, permettant de limiter la surface au sol et de préserver au maximum les terres agricoles. Au total, la société JJA Easy logistique va investir 150 millions d'euros dans cette plateforme, qui devrait représenter 50 terrains de football. (Le Courrier Picard – 19/06/2019)

Bizzbee passe en mode unification virtuelle de stocks avec OneStock. A l'instar des autres marques Brice et Jules du groupe HappyChic, l'enseigne textile Bizzbee a décidé de se lancer dans le ship-from-store et le click & collect en adoptant la solution d'Order Management System (OMS) de OneStock. Dix de ses magasins ont été activés sur cet outil en l'espace de 45 jours et le reste de son réseau,

composé de plus de 70 magasins, le sera d'ici à la fin 2019. Avec cette unification virtuelle de stocks, elle entend améliorer l'expérience d'achat de ses clients tout en augmentant le chiffre d'affaires généré par son site internet. « Nous sommes fiers de franchir cette étape et d'être une enseigne réellement tournée vers l'omnicanal », se félicite Gwenola Magalie Toulemonde, responsable marketing et digital de Bizzbee. OneStock a été intégré au SI de l'enseigne qui est composé notamment de solutions Nodhos (ERP) et Salesforce (CRM et plateforme e-commerce). (Supply Chain Magazine – 19/06/2019)

Rail-route : T3M fait rouler des navettes de 850m entre Paris et Lille. A partir de septembre 2019, T3M fera circuler en service commercial, entre Paris et Lille, une navette quotidienne de transport combiné d'une longueur portée à 850 mètres contre 750 aujourd'hui. Cela représente un gain de 6 unités de transport modal (UTI) par trajet. Cette avancée est le résultat de deux tests de circulation concluant qui ont été menés le 10 mai et le 6 juin entre le terminal des ports de Lille et le terminal de Valenton situé au sud de Paris. (Transportinfo.fr – 20/06/2019)

Geodis ouvre son campus logistique de Douvrin.



Ce sont plus de 3 millions de commandes e-commerce par an que Geodis entend gérer sur son nouveau campus logistique de Douvrin, dans les Hauts-de-France. « Il s'inscrit dans la modernisation de nos infrastructures. Il renforce notre positionnement dans le nord de la France et notre leadership en tant que logisticien de choix pour les activités retail et experts e-commerce », indique Frédéric Pasqual, directeur général France Contract Logistics de Geodis. Le 3PL a notamment transféré sur place des opérations qu'il assurait pour un acteur du prêt-à-porter pour enfant sur un autre site de la région, à la fois pour les livraisons magasins, et désormais avec un accent sur les ventes en ligne. À ce jour, ce site à vocation multi-clients compte 5 cellules, soit environ 30 000 m², mais une cellule supplémentaire est annoncée pour juillet, et deux en janvier prochain, qui porteront la capacité du 3PL sur place à 48 000 m². Le tout s'inscrit dans un programme développé par Prologis (et construit par le Groupe Gicram), qui devrait approcher les 70 000 m² à terme, sans être forcément occupé en totalité



par le 3PL. Sur place, l'équipe du 3PL devrait atteindre les 300 collaborateurs. (Supply Chain Magazine – 21/06/2019)

Le port de Dunkerque inaugure son quai de Flandre étendu. Le 21 juin l'extension du quai de Flandre a été inauguré au port de Dunkerque. Porté à 1 785 mètres, dont près de 1 000 m dragués à -17,30 m de profondeur, ce quai est désormais en capacité d'accueillir simultanément et en toutes conditions de marée deux ULCS (Ultra Large Container Ships) de 400 mètres de long. Ce nouvel équipement devrait renforcer la compétitivité du terminal des Flandres, détenu à 91 % par Terminal Link (filiale du Groupe CMA CGM) et à 9 % par Dunkerque-Port. (Le Journal des Entreprises.com – 20/06/2019)

Le quai du terminal à conteneurs s'est allongé de 500 mètres. Au port ouest de Dunkerque, après plus de deux ans de travaux, la longueur du quai de Flandre (terminal à conteneurs) a été allongée de 500 m. Ce qui porte la longueur totale à 1 785 m, et va permettre d'accueillir simultanément, et en toutes conditions de marée, les plus grands porte-conteneurs au monde. Le coût de l'opération s'élève à 65 millions d'euros, financés au tiers par l'État. Parallèlement à cette extension, le quai va être doté de trois nouveaux portiques. « Le premier a déjà été livré, et les deux autres le seront en 2020 », annonce Christine Cabau-Woehrel, directeur central exécutif du groupe CMA-CGM, premier client du terminal, et par ailleurs, ex-présidente du directoire du port de Dunkerque. (La Voix du Nord – 25/06/2019)

SeD s'implante sur la zone Delta 3. Spécialisée dans le e-commerce, la société SeD Supply Chain Solutions compte implanter sur la zone logistique Delta 3 un trieur mécanisé. Installée dans une cellule de 6 000 m², cette innovation, déjà déployée en région parisienne, permettra de traiter 50 000 commandes par jour. En tout, SeD Supply Chain Solutions occupera 4 cellules, soit 24 000 m², et pourrait dans un second temps annexer deux cellules, soit 12 000 m² supplémentaires. (Le Journal des Entreprises.com - 24/06/2019)

Un projet de 250 000 m² dédiés à la logistique à l'aéroport Albert-Picardie. Le projet a été présenté mardi 25 juin par les partenaires (communauté de communes du Pays du coquelicot, Amiens métropole et conseil départemental) de l'aéroport Albert Picardie. L'entreprise lyonnaise APRC Group, qui se présente comme un producteur d'immobilier d'entreprise, a jeté son dévolu sur l'aéroport Albert-Picardie et sur l'aéropôle de Picardie à Méaulte. Elle veut acheter des terrains pour bâtir des entrepôts Haute Qualité environnementale (HQE) d'une surface minimale de 250 000 m². Les bâtiments seront vendus à des entreprises spécialisées dans la

logistique. L'entreprise va signer une promesse de vente pour un montant global de près de 15 M€. Elle aura trois ans pour mener les démarches et concrétiser son projet qui pourrait permettre de créer plusieurs centaines d'emplois. (Le Courrier Picard – 26/06/2019)

Une plateforme logistique de 48 000 m². Née avec l'implantation de la Française de Mécanique, la zone Artois-Flandres, située près des axes routiers menant à Lille, Lens et Béthune, attire désormais les plateformes logistiques. En plus d'un bâtiment de 30 000 m² pour le groupe La Poste, le promoteur Prologis a achevé un bâtiment pouvant atteindre, après extension 72 000 m². La société Géodis vient d'y installer un campus logistique de 48 000 m². Elle va y gérer plus de 3 millions de commandes par an. Geodis veut y proposer une prise en charge complète à ses clients, jusqu'aux emballages cadeaux des articles achetés sur Internet. Près de trois millions d'euros ont été investis à Douvrin par la société qui compte plus de 41 000 salariés dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 8,2 milliards d'euros. (La Voix du Nord – 01/07/2019)

Prysmian confie son entrepôt de Calais à K+N. Producteur de câbles et de fibres pour les secteurs de l'énergie et des télécoms, Prysmian Group a confié en début d'année la gestion de l'un de ses quatre entrepôts français au logisticien Kuehne + Nagel, pour trois ans. Retenu par l'industriel italien au terme d'un appel d'offres, K+N succède au spécialiste du facility management ISS pour opérer cet entrepôt de 25 000 m² situé à Calais. Sur ce site qui emploie désormais 50 salariés, le 3PL a déployé une approche plus proche de celle d'un industriel que d'un logisticien, selon Nicolas Papin, directeur logistique de K+N. « L'enjeu était de pouvoir s'intégrer dans l'usine en adaptant notre savoir-faire pour coller au business des clients finaux de Prysmian Group. », note-t-il. (Supply Chain Magazine – 01/07/2019)

Canal Seine Nord Europe

Le canal va-t-il enfin prendre la voie régionale ? Depuis ce lundi, les députés de l'Assemblée nationale examinent, en seconde lecture, la loi d'orientation sur les mobilités (LOM). Cette loi pose, avant tout, des grands principes tels que la priorité donnée aux transports dits de la vie quotidienne. Au niveau du projet Canal Seine-Nord Europe, la loi devrait définitivement acter la « régionalisation » du projet, c'est-à-dire que l'État, qui était jusqu'ici au cœur du projet, s'effacera au profit de la Région Hauts-de-France. L'avenir des petites lignes ferroviaires devrait aussi figurer dans cette loi. Mais des questions subsistent quant aux financements de ces projets. Le point sur la situation. (Le Courrier Picard – 05/06/2019)



Canal Condé-Pommeroeul, ça dépotte ! La fermeture, en 1992, du Canal Condé-Pommeroeul, cette petite voie de 6 km pour 12 km de berges, n'est pas sans conséquence : sans elle, pour relier la France à la Belgique, les péniches doivent poursuivre leur route sur l'Escaut jusqu'à Péronnes, de l'autre côté de la frontière. Résultat des courses : le détour leur fait perdre une demi-journée de navigation. La réouverture du tronçon devrait coûter 80 M€ TTC. Inscrite au contrat de plan Etat-Région, elle sera également financée par la Wallonie et l'Union européenne, qui, après avoir participé aux études, vient d'entrer dans la danse à hauteur de 40 %. La prochaine phase importante du projet sera lancée en janvier 2020, avec des travaux de curage, l'élargissement du canal pour permettre la navigation à des bateaux pouvant transporter jusqu'à 3 000 tonnes. Le tout devrait durer 2 ans avec une mise en service du canal en 2022. (La Voix du Nord – 06/06/2019)

Canal Seine-Nord : Bertrand et des élus des Hauts-de-France interpellent Macron. Plusieurs présidents de collectivités des Hauts-de-France, dont le chef de l'exécutif régional Xavier Bertrand, ont demandé ce mercredi à Emmanuel Macron de « respecter ses engagements » sur le Canal Seine-Nord, s'inquiétant de l'implication de l'Etat dans ce projet relancé en 2017. Mardi matin sur Europe 1, le ministre de la Transition écologique François de Rugy a qualifié de « pharaonique » ce projet devant permettre de relier la Seine et le réseau fluvial de l'Europe du Nord. « Est-ce une remise en cause de l'engagement financier de l'Etat dans ce projet économique et écologique, essentiel à la région Hauts-de-France ? », ont répondu des élus de la région, dont Xavier Bertrand, dans un courrier transmis à l'AFP. « Le 29 mars, vous nous déclariez à l'Elysée : « l'Etat sera au rendez-vous de ce projet structurant » », rappellent-ils dans cette lettre cosignée par les présidents des départements du Nord, Jean-René Lecerf, du Pas-de-Calais Jean-Claude Leroy, de la Somme Laurent Somon et de l'Oise Nadège Lefebvre. « Depuis, nous attendons toujours une décision politique de votre gouvernement afin de préciser le financement de l'Etat (...) ». Ils demandent au président « une réunion avec l'ensemble des collectivités locales (...) afin de lever une fois pour toutes les incertitudes sur la position de l'Etat ». (france3-regions.francetvinfo.fr – 06/06/2019)

Un emprunt sur un siècle pour sauver le canal Seine-Nord ? Réélu député européen le 26 mai dernier, Dominique Riquet a durant les 2 précédentes mandatures défendu bec et ongles le canal Seine-Nord. Rapporteur du projet devant la Commission des transports à Bruxelles, le Nordiste revendique d'avoir obtenu de l'Europe qu'elle finance 40 % puis 50 % du

coût du canal. Soit près de 2 milliards d'€. Mais en France, seules les collectivités se sont engagées à ouvrir leurs bourses. Tandis que l'Etat n'a toujours pas précisé par quel moyen il compte passer des paroles aux actes pour le milliard que lui demandent ces mêmes élus. Et que la société du Canal devra encore trouver un emprunt de 700 000 à 900 000 €. Il manque donc 1,8 milliard pour boucler le budget (4,8 Md). Dominique Riquet propose un emprunt sur 100 ans auprès de la Banque européenne d'investissement pour achever le financement du canal. (Le Courrier Picard – 07/06/2019)

Le Département débloque 2,24 millions pour le canal Seine-Nord. La commission permanente du conseil départemental de la Somme doit débloquer 2,24 M€ en investissement ce vendredi pour la Société du canal Seine-Nord-Europe. Jérôme Desobry, le président du directoire de cette société que préside Xavier Bertrand, était à l'hôtel des Feuillants ce jeudi où il a présenté devant les conseillers départementaux de la Somme l'état d'avancement des études et du chantier de ce projet pour lequel le Département s'est engagé à hauteur de 70 M€. D'autre part, la Commission européenne doit annoncer ce vendredi si elle participe à hauteur de 50 % (et non 40 % comme prévu à ce jour) aux investissements de ce projet à 4,5 milliards d'euros. (Le Courrier Picard – 28/06/2019)

La Région pense aux emplois du canal. Pour que les emplois liés à la construction du canal Seine-Nord soient occupés par habitants des Hauts-de-France, le Conseil régional vient d'adopter deux dispositifs : Canal Formation et Canal Entreprises. Canal Entreprises permettra, en partenariat avec la CCI Hauts-de-France, d'informer et accompagner les entreprises régionales intéressées par le chantier. Canal Formation doit déboucher sur une mise en adéquation de l'offre de formation régionale avec les besoins du chantier et doit notamment permettre d'accompagner les demandeurs d'emploi, les jeunes, les bénéficiaires du RSA ou les candidats à l'alternance. Ces deux dispositifs ont fait l'objet de conventions de partenariats signées avec la Société du Canal Seine-Nord Europe, la Région et la CCI Hauts-de-France pour Canal Entreprises et avec la Région et la Société du Canal Seine-Nord Europe pour Canal Formation. (Le Courrier Picard – 01/07/2019)

Brexit

Brexit : « La Commission empêchera tout dumping douanier en Europe ». Entretien avec Pierre Moscovici, commissaire aux Douanes et commissaire aux Affaires économiques et financières. Ce mardi, il sera à Calais pour évoquer les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni sans accord. Il revient sur les moyens engagés dans le cadre du Brexit (50 M€ d'investissements et 700



recrutements), ainsi que sur les aides de la Commission. (La Voix du Nord – 04/06/2019)

Face au Brexit, la CCI britannique croit aux échanges. Présidée par l'avocat Philip Jenkinson, la CCI britannique de Lille est une association animée par des bénévoles, œuvrant à l'amitié franco-britannique et aux échanges entre les deux pays dans une optique de business. Ce « club » compte actuellement une quarantaine d'adhérents. A l'approche du Brexit, la CCI britannique entend jouer son rôle de facilitateur. Dans cette perspective, elle travaille sa visibilité, en préparant une refonte de son site web et en organisant des événements comme la prochaine Summer Party du 27 juin. (La Voix du Nord – 14/06/2019)

Calais 2015

Les Chinois seront-ils séduits par Calais ? Après Paris et Londres, une délégation chinoise est à Calais ce jeudi. Il s'agit des autorités locales de la province du Shanxi et des villes de Datong et Taiyuan, dans lesquelles Natacha Bouchart s'était déplacée lors de ses récentes visites en Chine. Une table ronde est prévue avec des acteurs économiques du territoire et notamment des représentants des domaines de la logistique, du transport, des nouvelles technologies, de l'énergie et de l'aciérie. Le port, Eurotunnel/Getlink, CargoBeamer, des transporteurs (Carpentier, RDV...) ou encore l'entreprise Schaeffler seront notamment représentés. A cette occasion, il devrait être question de la fameuse route de la soie que la Chine souhaite développer en passant par l'Europe et Calais. (Nord Littoral – 13/06/2019)

Que retenir de la visite de la délégation chinoise ? Hier à Calais, Natacha Bouchart, la maire de Calais et vice-présidente de Grand Calais Terres et mers, a accueilli une délégation chinoise de représentants politiques et économiques de la province de Shanxi. Le but étant de développer des partenariats entre Calais et la Chine dans les domaines de la logistique et du transport, il fut notamment question de la zone de la Turquie. Les Chinois sont intéressés pour y installer un ou plusieurs entrepôts logistiques dans le cadre de leur projet de Nouvelle route de la soie. Par ailleurs, le port et Eurotunnel (GetLink), ont mis en avant les atouts de leurs infrastructures maritime et ferroviaire. Jean-Marc Puissesseau, président de la Société des Ports du Détroit (Calais-Boulogne), a notamment précisé que Calais est le « deuxième port de voyageurs au monde, avec 10 millions de passagers par an », et Jean-Alexis Souvras d'Eurotunnel a mentionné que « le tunnel sous-marin le plus long du monde » n'est aujourd'hui qu'à « 57% de sa capacité ». (La Voix du Nord – 14/06/2019)

CargoBeamer : un projet pilote entre Calais et la Chine. Hier à Calais, à l'occasion de la visite de la délégation chinoise, CargoBeamer a profité de cette venue des Chinois pour leur exposer un projet pilote qui pourrait être développé entre Calais et la Chine. En effet, CargoBeamer a acheté une parcelle sur la zone logistique de la Turquie, à Calais, pour y installer un terminal de transbordement automatisé de semi-remorques sur des trains. La société propose un nouveau concept de conteneurs plus volumineux (Système CBoXX) et de diviser le temps de parcours par trois sur cet axe sino-calaisien, en optant pour le rail au lieu de passer par la mer. CarGoBeamer, qui va investir entre 50 et 70 millions d'euros pour son installation sur la zone de la Turquie, voudrait pouvoir développer son projet pilote entre 2020 et 2023. (Nord Littoral – 14/06/2019)

Benoît Rochet. L'avenir du port de Calais. A 36 ans, le directeur général délégué de la Société d'exploitation des Ports du Détroit, Benoît Rochet, fait partie du classement des 100 leaders économiques de demain ayant moins de 40 ans dans les Hauts-de-France. Dans ce classement, publié en partenariat avec l'institut Choiseul, ainsi que le Courrier Picard et La Voix du Nord, il y apparaît en 14^{ème} position. (Nord Littoral – 16/06/2019)

Quadruple certification pour le port de Calais. Après deux ans de travail, la SEPD (Société d'Exploitation des ports du détroit) vient d'acquiescer quatre certifications de normes internationales différentes (Iso 14001 : 2015 ; Iso 9001 : 2015 ; OHSAS 18001 : 2007 et Iso 22 000). Trois d'entre elles concernent les deux ports de Calais et de Boulogne, et la quatrième seulement Boulogne. Pour Jean-Marc Puissesseau, président de la SEPD, il est assez exceptionnel qu'un port soit certifié quatre fois. Outre une reconnaissance internationale, ces certifications ont également un intérêt commercial. (Nord Littoral – 17/06/2019)

Ressources Web



<http://www.nordpasdecalais.vnf.fr/la-e-letter-no52-du-transport-fluvial-est-en-ligne-a2447.html>

Le Nouveau Transport Market Monitor est annoncé par TIM Consult pour une première sortie en Juillet.



<http://timconsult.com/en/>
www.scoop.it/t/ccinorddefrance-logistique

